

Lot n°1 : Cahier des Clauses Techniques Particulières **Responsabilité Civile / Individuelle Accident :**

SOUSCRIPTEUR :

**Comité des Ages du Pays Trithois
Rue Pierre Brossolette
59304 AULNOY LEZ VALENCIENNES**

Représenté par Isabelle CHOAIN, sa Présidente

ACTIVITE DE L'ETABLISSEMENT :

Ensemble des activités en rapport direct avec l'Accueil et accompagnement de Personnes Agées Dépendantes.

OBJET DU CONTRAT :

Le présent contrat garantit les Assurés contre les conséquences pécuniaires de leur responsabilité.

DATE DE PRISE D'EFFET :

01.01.2025

ECHEANCE ANNUELLE :

01.01

DUREE :

48 mois

Ce contrat a pour objet de garantir le souscripteur contre les conséquences pécuniaires de sa responsabilité encourue à l'égard des tiers dans le cadre de ses activités et services, principaux et annexes, de toute nature, pouvant se rattacher directement ou indirectement à son objet social.

Le contrat pourra être rédigé sous la forme d'un « Tous Risques Sauf » sans être contraire aux demandes de ce CCTP.

Les clauses de ce CCTP, acceptées par l'Assureur, sont dérogatoires à toutes conditions d'assurance (*Générales, Particulières, spéciales*) et s'appliquent donc, à ce titre, en priorité. Dans le cas où l'assureur proposerait des conditions plus favorables à l'assuré, elles deviendraient, à leur tour, prioritaires.

I. Définition :

1. Assuré :

- ↳ Le Souscripteur ;
- ↳ les dirigeants et administrateurs, chargés de la direction ou de l'administration de la Personne Morale, dans l'exercice de leurs fonctions ;
- ↳ Toute autre personne désignée comme telle en regard des garanties accordées tels que :
 - L'ensemble des préposés,
 - Les Instances représentatives du personnel et leurs activités sociales,
 - L'agent nommé Délégué à la Protection des Données (*DPO*),
 - Le Régisseur des recettes,
 - Les personnes accueillies,

Il est précisé que les assurés sont considérés comme tiers entre eux pour les dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs à des dommages garantis.

2. Atteinte à l'environnement :

Emission, dispersion, rejet ou dépôt de toute substance solide, liquide ou gazeuse diffusée par l'atmosphère, le sol ou les eaux.

Mais également production d'odeurs, bruits, vibrations, variations de température, ondes, radiations, rayonnements excédant la mesure des obligations ordinaires de voisinage.

3. Bénévoles :

Toute personne apportant gratuitement son aide, ponctuellement ou régulièrement, pour l'organisation et le bon déroulement de l'activité de l'établissement.

4. Biens confiés :

Tous biens mobiliers dont l'établissement a la garde, le dépôt ou l'usage dans le cadre de ses activités qui lui sont confiés par des tiers à titre quelconque conformément aux spécifications du contrat passé entre le Souscripteur et le propriétaire du bien.

5. Dommage Corporel :

Toute atteinte à l'intégrité physique ou morale subie par une personne physique.

6. Dommage Matériel :

Toute détérioration, destruction ou disparition d'une chose ou d'une substance et toute atteinte physique à un animal.

7. Dommage immatériel consécutif :

Tout préjudice pécuniaire consécutif à un dommage matériel et/ou corporel garanti résultant de la privation de jouissance totale ou partielle d'un droit ou d'un bien, de la perte d'un bénéfice, de l'interruption d'un service ou d'une activité ou perte de clientèle.

8. Dommage immatériel non consécutif :

Tout préjudice pécuniaire résultant de la privation de jouissance d'un bien ou d'un droit, de l'interruption d'un service rendu par une personne ou par un bien, ou de la perte d'un bénéfice, dans la mesure où il n'est pas la conséquence de dommages corporels ou matériels, garantis ou non.

9. Fait dommageable :

Fait, acte ou événement dommageable constituant la cause génératrice du dommage et faisant l'objet d'une réclamation. Un ensemble de faits dommageables ayant la même cause technique est assimilé à un fait dommageable unique.

10. Faute professionnelle :

Tout manquement de l'Assuré aux obligations légales, réglementaires ou statutaires et toute faute de gestion commise par l'Assuré par imprudence, négligence, omission ou par erreur, dans l'exercice de ses fonctions au sein de la Personne Morale souscriptrice.

11. Faute professionnelle non séparable des fonctions :

Faute non personnelle d'un dirigeant personne physique, engageant à l'égard des tiers la responsabilité du Souscripteur du présent contrat

12. Faute professionnelle séparable des fonctions :

Faute d'une particulière gravité, incompatible avec l'exercice normal des fonctions sociales, commise intentionnellement par un dirigeant personne physique et qui engage sa responsabilité personnelle à l'égard des tiers.

13. Franchise :

Somme ou portion de dommage restant à la charge de l'Assuré.

14. Personnes accueillies / Usagers :

Toutes les personnes, dont le profil s'avère conforme aux activités et aux statuts de l'Assuré, mineures ou majeures, confiées, prises en charge, y compris à domicile, ou hébergées par un Etablissement ou Service de de la Personne Morale Souscriptrice.

15. Préposé :

Toute personne salariée ou non, employée à titre permanent, temporaire ou même occasionnel, qui réalise un travail, occupe une fonction ou accomplit une mission sous la

direction et/ou le contrôle du souscripteur (*le commettant*) y compris les médecins, pharmaciens et auxiliaires médicaux sauf s'ils exercent dans un cadre libéral.

Il est également précisé que le personnel infirmier ne pourra pas se voir opposer son refus d'adhérer à l'Ordre National des Infirmiers (*ONI*), des kinésithérapeutes ou podologues.

16. Réclamation :

Toute demande de réparation amiable ou contentieuse, formée par la victime ou ses ayants droit et adressée à l'assureur ou l'assuré.

Est assimilé à une réclamation la déclaration faite par l'Assuré à l'Assureur, avant la résiliation ou l'expiration de la garantie, d'un dommage causé à des tiers identifiés, susceptible d'être pris en charge par le présent contrat.

17. Sinistre :

Tout dommage ou ensemble de dommages causés à des tiers engageant la responsabilité de l'Assuré, résultant d'un fait dommageable et ayant donné lieu à une ou plusieurs réclamations.

18. Souscripteur :

La personne morale signataire du contrat et désignée sous ce nom au contrat.

19. Tiers :

Toute personne Physique ou Morale autre que

- ↳ l'Assuré ;
- ↳ Les préposés et représentants légaux pour sel dommages corporels.

II. Garanties :

Sont garanties les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant être encourues par l'Assuré en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers, en application des règles du droit Administratif ou des dispositions du droit Privé, dans le cadre de ses activités et actions à savoir :

- ↳ **Activités habituelles**, principales et secondaires, de l'Assuré, conformes à ses statuts et reprises dans les éléments techniques de ce CCTP, en tous lieux comprenant, entre autre :
 - L'accueil, l'hébergement, l'accompagnement y compris à Domicile,
 - L'activité diagnostic et prescription de soins (*Article L. 1142-2 du Code de la Santé Publique*), y compris du fait de ses salariés agissant dans les limites de la mission qui leur est impartie, même s'ils disposent d'une indépendance dans l'exercice de l'art médical,
 - Les activités d'actions de coopération (*Article L.312-7 du CASF et L.6134-1 du Code de la Santé Publique*),
 - Formation Professionnelle
- ↳ **Activités connexes :**
 - Educatives,
 - Formatrices
 - Sportives y compris compétitions inter-établissements, sports d'eaux-vives, aériens, nautiques, en piscine, équitations, escalade....

- Camps ou séjours de vacances ou de ruptures...

La garantie porte donc sur les dommages causés aux tiers du fait notamment :

- ✚ **De l'Assuré et de ses Préposés,**
- ✚ **Des personnes accueillies/Usagers** qu'ils soient, ou non, sous la surveillance de l'Assuré,
- ✚ **Des animaux** dont l'Assuré a la propriété ou la garde,
- ✚ **Des biens immobiliers et terrains/forêts/étangs, mobiliers, équipements (y compris ceux mis à disposition), installations sportives, matériels** dont l'Assuré a la propriété, l'usage ou la garde,
- ✚ **Des engins ou matériels automoteurs en tant qu'outils,**
- ✚ **De l'organisation de toute festivité,** manifestation, cérémonie dans ou hors d'un Etablissement assuré,
- ✚ **De transport collectifs ou ramassages collectif ou individuel** de personnes accueillies/Usagers,

Mais également :

1. Intoxication alimentaire :

Sont garanties les conséquences pécuniaires de la responsabilité de l'Assuré résultant de dommages causées à des tiers par les produits et/ou servis chez l'assuré, y compris à des tiers à l'Etablissement concerné, ou quand les produits, ou boissons, fournis par l'assuré proviennent d'un distributeur automatique dont il a la garde ou quand ils sont distribués dans le cadre d'une festivité.

La garantie est également acquise quand les repas sont exceptionnellement produits par le personnel de l'Assuré dans une cuisine située à l'extérieur de la structure.

2. Responsabilité civile Privée des Personnes accompagnées ou accueillies / Usagers y compris majeurs protégés :

Sont garanties les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant être encourues par lesdits usagers qu'ils soient, ou non, sous la surveillance de l'Etablissement concerné, mais seulement durant la période pendant laquelle un accompagnement effectif est en place du fait, de son fait ou du fait du mobilier, du matériel, des animaux et des véhicules et engins sans moteur dont elle a la propriété, la garde ou l'usage.

Il est précisé que cette garantie intervient par défaut d'une autre assurance de même nature souscrite personnellement par l'utilisateur ou ne couvrant pas les conséquences du sinistre.

3. Responsabilité Civile Dépositaire / Biens confiés :

Sont garanties les conséquences de la responsabilité du fait des vols, pertes et détérioration des objets déposés à l'Administration d'un établissement par les personnes prises en charge. Cette garantie est étendue à tout autre bien ou matériel professionnel mis à disposition de l'Etablissement pour une courte durée pour les besoins de tests ou de manifestations ponctuelles.

4. Responsabilité Civile engins Auto-Moteurs :

Sont garanties les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant incomber à l'assuré suite à des dommages occasionnés par des engins auto-moteurs lui appartenant ou dont il a la garde tels que microtracteur, fauteuils roulants électriques, auto-laveuses...dans le

seul cas où ces biens ne sont pas assurés par ailleurs et ne quittent pas l'enceinte de l'Etablissement.

5. Atteinte à l'environnement :

Sont garanties les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue par l'assuré en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers par une atteinte à l'environnement ou une pollution qui résulte d'un accident survenant sur les sites exploités par l'assuré.

Sont également garanties les dommages d'atteinte à l'environnement ou pollution causés aux tiers :

- a. par un incendie ou une explosion ayant pris naissance ou survenus dans les locaux dont l'assuré est propriétaire, locataire ou occupant à titre permanent,
- b. par les liquides provenant des mêmes locaux.

6. RC Maître d'Ouvrage :

Sont garanties les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant incomber au Maître de l'ouvrage en raison des dommages corporels, matériels ou immatériels causés aux tiers et imputables à la réalisation d'une opération de construction et chaque fois que la responsabilité civile professionnelle du Maître d'ouvrage est engagée.

7. Dommages matériels subis par l'Etablissement :

Sont garanties les conséquences de dommages matériels subis par les bâtiments, le mobilier et le matériel, du fait d'une personne accueillie (*prise en charge, accueillie ou hébergée*) et qui ne pourrait pas faire l'objet d'un recours en responsabilité.

8. RC Organes de représentation du personnel :

Sont garanties les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile encourues par les instances représentatives du personnel (*CSE, COS...*) en raison des dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs causés à des tiers dans l'exercice de leurs attributions légales et des manifestations récréatives qu'ils organisent, du fait de ses membres et des personnes désignées par lui.

9. Vol par préposé :

Sont garanties les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile de l'Assuré suite à vol de biens, par un préposé, appartenant à des tiers, ou dont l'Assuré avait la garde ou l'usage, lorsque ce vol a été commis dans le cadre de ses fonctions ayant entraîné des poursuites pénales y compris si ce vol est imputable à une négligence du préposé ayant facilité l'accès des voleurs. Dans le cas d'une perte de clés, le changement des serrures sera pris en charge par le contrat.

10. Dommages matériels subis par les collaborateurs, bénévoles, administrateurs :

Sont garantis les dommages matériels et immatériels consécutifs subis par les effets personnels des collaborateurs, bénévoles et administrateurs ainsi que ceux subis par leurs véhicules (*VTM, NVEI ou VELOS avec ou sans assistance électrique*) dans l'enceinte ou les abords de l'Etablissement de rattachement dudit préposé, ou administrateur, qui en est propriétaire, que le dommage engage ou non la responsabilité de l'Etablissement.

11. Utilisation véhicules terrestres à moteur :

Sont garanties les conséquences pécuniaires de la responsabilité encourues par l'assuré face à des sinistres non garantis par ailleurs (*refus motivé de l'assureur du VTM concerné*) et indépendants de ses obligations du fait :

- a. des dommages causés ou subis par un véhicule terrestre à moteur, dont l'Assuré n'a ni la propriété ni la garde, utilisés par une Personne Accueillie ou un Usager à son insu ;
- b. des dommages causés ou subis par un véhicule terrestre à moteur appartenant à un préposé en cas de mission urgente et impérative pour le compte de l'Assuré ;
- c. des dommages causés ou subis par des véhicules dont, ni l'Assuré, ni ses préposés, n'ont la propriété ou la garde, mais qu'ils seraient appelés à manœuvrer, en vue du déplacement de ces véhicules pour qu'ils ne fassent plus obstacle à l'exercice des activités de l'Établissement ;
- d. des dommages causés à des matériels confiés, fabriqués ou remis en état par l'établissement et transportés dans le véhicule d'un préposé, en cas d'absence ou d'insuffisance de la garantie liée à l'assurance du véhicule.

12. Responsabilité encourue par l'assuré à l'égard de son personnel :

a. Faute inexcusable :

La garantie s'applique au remboursement de la responsabilité encourue par l'Assuré en cas de dommages corporels subis par ses préposés et salariés sur le fondement de l'article L.452-1 du Code de la Sécurité Sociale mais également sur tous les postes de préjudices non couverts par le livre IV du Code de la Sécurité Sociale.

Les conséquences d'une exposition à l'amiante, au plomb, au radon ou d'un Risque Psycho-social devront entrer dans le champ d'intervention du contrat.

Le remboursement porte aussi sur le montant des cotisations complémentaires prévues à l'article L.452.2 du Code de la Sécurité Sociale, sur le montant de l'indemnisation complémentaire à laquelle la victime et ses ayants droit peuvent prétendre conformément à l'article L.452-3 du Code de la Sécurité Sociale ainsi qu'aux actions en remboursement fondé sur l'article L.412-6 du Code de la Sécurité Sociale, de l'Entreprise de Travail Temporaire contre l'Assuré en sa qualité d'Utilisateur à la suite d'Accident de Travail ou de maladie professionnelle.

L'assureur s'engage également à assumer la défense de l'Assuré et celle de ses préposés devant les juridictions répressives en cas de poursuites pour homicide ou blessures involontaires à la suite d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle atteignant un préposé de l'Assuré.

b. Faute intentionnelle d'un préposé :

Les garanties du contrat sont applicables aux conséquences financières pouvant incomber à l'Assuré en tant qu'employeur conformément aux termes de l'article L.452-5 du Code de la Sécurité Sociale ou en qualité de substitué de l'Entreprise de Travail Temporaire conformément à l'article L.452-7 du Code de la Sécurité Sociale en raison de la faute intentionnelle d'un salarié, ou Travailleur temporaire, qui provoquerait un accident de travail à un autre préposé ou un travailleur temporaire.

c. Accidents de trajet entre co-préposés :

La garantie s'applique aux conséquences pécuniaires de recours pouvant être exercées contre l'assuré en qualité d'employeur sur le fondement de l'article L.455-1-1 du Code de la Sécurité Sociale dont seraient victimes un préposé dans le cadre d'un accident de la circulation impliquant le véhicule d'un autre préposé dans lequel il aurait pris place dans le cadre d'une mission autorisée par l'Assuré.

d. Maladies professionnelles non prises en charge ou Accidents de service :

La garantie s'applique aux conséquences pécuniaires de la responsabilité peut encourir à l'égard de ses préposés à la suite de maladies contractées, du fait ou à l'occasion du travail lorsque des pathologies ne donnent pas lieu à réparation en vertu de la législation sur les Accidents de Travail et les Maladies professionnelles.

e. Recours exercé par les agents publics dans le cadre d'un Accident de Travail :

Les obligations statutaires de base ne sont pas intégrées dans ce contrat toutefois les préjudices moraux, esthétiques ou de pertes de chance, conséquences d'un accident de Travail ou d'une maladie professionnelle, même en l'absence de faute de l'Établissement, pouvant faire l'objet d'un recours par un agent de droit public seront couvertes par cette garantie.

13. Occupation Temporaire :

Sont garantis les dommages matériels et immatériels consécutifs résultant d'un incendie, d'une explosion, Bris de glace ou de l'action de l'eau, atteignant les biens immobiliers mis temporairement à disposition de l'Assuré et les biens mobiliers qu'ils contiennent, et engageant sa responsabilité à l'égard du propriétaire, des voisins et des tiers, pour une durée maximum de 90 jours.

14. Transfert de responsabilité et renonciation à recours :

La garantie est étendue à la responsabilité civile encourue dans le cadre de clauses de transfert de responsabilité ou de renonciation à recours acceptées par l'assuré au terme de marchés, contrats ou conventions le liant à des personnes morales de droit public ou des organismes privés mettant à disposition des biens ou des personnes.

15. Gestion des biens des majeurs protégés :

Sont garanties les conséquences pécuniaires de la responsabilité du Souscripteur, en tant que commettant, ainsi que celles de la responsabilité personnelle du préposé de l'Assuré, en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs (MJPM), peut encourir à l'égard des personnes accueillies en raison des dommages matériels et immatériels, consécutifs ou non, et résultant, conformément à la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant sur le dispositif de protection juridique des majeurs renforcé par la loi 2019-222 du 23 mars 2019, entre autre :

- a. d'une faute, erreur, omission, négligence commise à l'occasion de l'administration des biens des personnes protégées ;
- b. de la perte, destruction ou altération involontaire de documents et pièces confiés à l'Assuré pour l'exercice desdites missions ;
- c. de vol ou de détournement de pièces, de dossiers et documents divers confiés du préposé MJPM.

16. Accidents Corporels Bénévoles et Administrateurs :

On entend par accident, pour l'application de la présente garantie, toute atteinte corporelle provenant de l'action soudaine d'une cause extérieure et ne résultant pas d'un acte volontaire du bénéficiaire de la garantie survenu dans le cadre des activités, y compris sportives et à l'extérieur de l'Etablissement d'accueil assuré, du Souscripteur. La garantie est acquise au bénéficiaire quel que soit son âge.

Sont garantis par le contrat, suite à accident, en cas de :

- a. **Décès** : le versement du capital prévu dans le tableau de garantie aux ayant-droit (*Conjoint non séparé, ascendant, descendant*) mais également le remboursement au Souscripteur des frais d'obsèques à hauteur de son financement ;
- b. **Invalidité Permanente Totale (IPT)** : le versement du capital prévu au tableau de garantie est versé intégralement ;
- c. **Invalidité Permanente Partielle (IPP)** : le capital versé est calculé en appliquant le taux d'incapacité retenu sur le capital assuré ;
- d. **Incapacité Temporaire Totale** : le versement d'une Indemnité Journalière sur les bases du tableau de garantie ;
- e. **Frais Médicaux**, en complément et après intervention du régime social de base du bénéficiaire de la garantie plus du régime complémentaire éventuel prise en charge des frais de soins, médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques, de transport, d'hospitalisation ou ceux liés à des appareils orthopédiques ou prothèses dentaires, auditives ou optiques.

Sont également garantis les frais de recherche et d'intervention concernant un bénéficiaire de la garantie exposé à un risque d'accident et mis à la charge de l'assuré.

17. Défense Pénale et Recours :

a. Défense :

La garantie a pour objet la défense de l'Assuré, tel que listé à l'article I.1 du présent CCTP, devant toutes les juridictions (*administrative, civile, commerciale et pénale*) dès lors que les dommages sont garantis, ou susceptibles de l'être, par le présent contrat.

Cette garantie est étendue aux Personnes accueillies/Usagers du Souscripteur.

La garantie comprend également la défense de l'employeur dans les actions amiables et judiciaires fondées sur les articles 452-1 et 4 du Code de la Sécurité Sociale dirigée contre lui en vue d'établir sa propre faute inexcusable.

La garantie comprend enfin les frais de défense des ordonnateurs et comptables d'Etablissements publics susceptibles d'être poursuivis dans le cadre de l'application de l'ordonnance n°2022-408 du 23 mars 2022, prenant effet au 01.01.2023.

b. Recours :

Par cette garantie, l'assureur s'engage à réclamer amiablement ou judiciairement, devant toute juridiction compétente, la réparation pécuniaire des dommages corporels, matériels et immatériels subis par l'Assuré, tel que listé à l'article I.1 du présent CCTP, (*y compris pour les biens mobiliers des personnes accueillies/Usagers*) et engageant la responsabilité d'un tiers identifié.

III. Modalités de la garantie / Fonctionnement du contrat :

1. Etendue géographique :

La garantie s'exerce en France Entière ainsi que dans le monde entier pour des séjours, stages, missions ou voyages d'étude, congrès, colloques n'excédant pas une durée de 3 mois, consécutifs.

2. Engagement dans le temps :

a. Sinistre consécutif à un acte de prévention, de diagnostic ou de soins :

Conformément aux dispositions de l'article L 251-2 du Code des Assurances, l'Etablissement est garanti contre les conséquences pécuniaires des sinistres pour lesquels la première réclamation est formée pendant la période de validité du contrat, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs du sinistre, dès lors que le fait dommageable est survenu dans le cadre des activités de l'Etablissement garanties au moment de la première réclamation.

b. Sinistre non consécutif à un acte de prévention, de diagnostic ou de soins :

La garantie est déclenchée par la réclamation conformément aux dispositions de l'article L 124-5 du Code des Assurances.

La garantie s'applique dès lors que le fait dommageable est antérieur à la date de résiliation ou d'expiration de la garantie, et que la première réclamation est adressée à l'Etablissement ou à l'assureur entre la prise d'effet initiale de la garantie et l'expiration d'un délai subséquent de 5 ans à sa date de résiliation ou d'expiration, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs des sinistres.

Toutefois, la garantie ne couvre les sinistres dont le fait dommageable a été connu de l'Assuré postérieurement à la date de résiliation ou d'expiration que si, au moment où l'Etablissement a eu connaissance de ce fait dommageable, cette garantie n'a pas été de nouveau souscrite ou l'a été sur la base du déclenchement par le fait dommageable.

c. Sinistre Défense Pénale et Recours :

La garantie s'applique à tous les litiges déclarés après la souscription du contrat et dont les éléments constitutifs étaient inconnus du souscripteur à la date de prise d'effet.

3. Durée de la garantie subséquente :

Le délai subséquent des garanties de ce lot est fixé à 5 années.

4. Gestion des Sinistres :

a. Procédure – Transactions :

En cas d'action mettant en cause une responsabilité assurée par le présent contrat et dans la limite de sa garantie :

- ↳ l'assureur se réserve la faculté d'assumer la défense de l'assuré, de diriger le procès et d'exercer toutes voies de recours devant les juridictions civiles, commerciales ou administratives.
- ↳ si les victimes n'ont pas été désintéressées, la direction du procès incombe à l'assureur en ce qui concerne les intérêts civils de l'Assuré devant les juridictions pénales. L'assureur peut exercer toutes voies de recours au nom de l'Assuré lorsque l'intérêt pénal de ce dernier n'est plus en jeu. Dans le cas contraire, il ne peut les exercer qu'avec son accord préalable.

L'assureur a seul le droit, dans la limite de sa garantie, de transiger avec les personnes lésées ou leurs ayants droit.

Aucune reconnaissance de responsabilité, aucune transaction intervenant en dehors de l'assureur ne lui est opposable. Ne sont pas considérés comme une reconnaissance de responsabilité l'aveu d'un fait matériel ou le seul fait d'avoir procuré à la victime un secours urgent, lorsqu'il s'agit d'un acte d'assistance que toute personne a le devoir légal ou moral d'accomplir.

L'Assureur s'engage à procéder au versement des avances de fonds mis à la charge de l'Assuré dans un premier temps par le juge des référés pour les sinistres qui mettent en jeu les garanties du contrat.

b. Règlement des Sinistres :

L'assureur s'engage à verser les indemnités dues dans les délais suivants :

- ↳ 30 jours suivant un accord amiable ou une décision judiciaire ;
- ↳ 15 jours suivant la réception d'un dossier complet pour les dommages matériels.

Pour les Dommages matériels, l'assureur pourra, sur demande de l'Assuré, régler directement les bénéficiaires.

c. Dommages Matériels :

En l'absence d'expertise, l'assureur indemniserà le préjudice matériel subi sur la base d'une facture/devis de remplacement sans application d'une grille d'indemnisation qui, dans le cas contraire, devra être contractualisée.

d. Assistance Juridique :

L'assureur délivrera à l'assuré toutes informations juridiques se rapportant aux domaines de droit garantis par le présent contrat et sur les mesures nécessaires à la sauvegarde de ses intérêts.

5. Subrogation :

L'assureur est subrogé, dans les termes de l'article L.121-12, jusqu'à concurrence de l'indemnité payée par elle, dans les droits et actions de l'Etablissement contre tout responsable du sinistre.

Si, par le fait de l'assuré, ces droits et actions ne peuvent plus être exercés, la garantie cesse d'être acquise pour la partie non récupérable. Lorsque l'assureur a renoncé à exercer un recours contre le responsable d'un sinistre et que celui-ci est assuré, il peut alors, uniquement dans les limites de cette assurance, exercer son recours contre l'assureur du responsable.

L'assureur ne peut exercer aucun recours contre les enfants, descendants, ascendants, préposés et généralement toute personne dont l'assuré serait reconnu responsable, sauf cas de malveillance commise par une de ces personnes, mais il peut exercer un recours contre leurs assureurs.

6. Prescription :

Toutes actions dérivant du contrat d'assurance sont prescrites par deux ans à compter de l'évènement qui y donne naissance, dans les conditions déterminées par les articles L.114-1 et L.114-2.

La prescription peut être interrompue par une des causes ordinaires d'interruption, ainsi que dans les cas suivants :

- ↳ désignation d'expert à la suite d'un sinistre ;
- ↳ envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception par :

- l'assureur pour non-paiement de la cotisation ;
- l'assuré pour non règlement de l'indemnité.

La prescription, de deux ans, court à nouveau à compter de la date d'interruption.

7. Sauvegarde du Droit des Victimes :

Aucune déchéance motivée par un manquement de l'Assurée à ses obligations commis postérieurement au sinistre n'est opposable aux personnes lésées ou à leurs ayants droit. L'Assureur conserve néanmoins la faculté d'exercer contre l'Assurée une action en remboursement de toutes les sommes qu'il aura payées ou mises en réserve à sa place.

8. Calcul et évolution de la cotisation :

La cotisation sera le résultat de l'application d'un taux sur une assiette de cotisation qui devra clairement être définie dans la réponse des soumissionnaires soit :

a. Dépenses de fonctionnement ou EPRD y compris budgets annexes mais sans

- ↳ Les écritures d'ordre,
- ↳ Les dépenses liées à la section investissement.

b. Masse salariale brute hors charges sociales patronales...

IV. Tableau de Garanties et franchises :

En l'absence d'indication d'un montant de garantie spécifique, les plafonds généraux seront applicables (3^{èmes} lignes du tableau ci-dessous) :

Garanties de base	Montants de Garantie	Franchises	
	Par sinistre	BASE	VARIANTE
Tous dommages confondus	10 000 000€		
Dommages matériels et immatériels consécutifs	3 000 000€	100€	750€
Dommages immatériels non consécutifs	2 000 000€	100€	750€
Dont			
Dommages suite intoxication alimentaire	3 000 000€	100€	750€
RC Biens Confiés / Dépositaires	30 000€	100€	750€
RC Engins à moteur / Utilisation Véhicules à moteur	2 000 000€	100€	750€
Atteintes à l'environnement	1 500 000€	100€	750€
RC Maître d'Ouvrage	1 500 000€	100€	750€

Dommages subis par l'Etablissement du fait de personnes accueillies non identifiées	50 000€	100€	750€
Vol par préposé	150 000€	100€	750€
Dommages matériels subis par les collaborateurs	10 000€	100€	750€
Responsabilité encourue par l'assuré à l'égard de son personnel y compris - Faute Inexcusable - Recours exercé dans le cadre des accidents de travail et des maladies professionnelles par les agents publics	3 000 000€	100€	750€
Occupation temporaire de locaux	750 000€	100€	750€
Gestion des Biens des Majeurs Protégés	750 000€	100€	750€
Défense – Recours			
Défense devant les juridictions civiles, administratives, commerciales et pénales	50 000€	-	-

➤ **Prestation Supplémentaire Eventuelle :**

Garanties	Montants de Garantie
	<i>Par sinistre</i>
Accidents Corporels Bénévoles et Administrateurs	
Décès / IPT	10 000€
Invalidité Permanente	15 000€
Incapacité Temporaire Totale	50€/Jour – durée 1 an maximum
Frais médicaux sauf : Lunettes Prothèse auditive Prothèse dentaire	3 000€ 200€ 400€ 200€ / Dent

Lot n°1 – ELEMENTS TECHNIQUES

I. Présentation des Risques :

1. Activité : Ensemble des activités en rapport direct avec l'Accueil et accompagnement de Personnes Agées Dépendantes.

2. Capacités d'accueil :

↳ **HEBERGEMENT :**

○ **EHPAD « Harmonie »**

Hébergement permanent : 55 lits

○ **EHPAD « Godenettes »**

Hébergement permanent : 65 lits

○ **Résidence Autonomie « Heures Claires »**

Nombre de logements : 49

○ **Résidence Autonomie « Arthur Musmeaux »**

Nombre de Logements : 77

○ **Accueil de Jour « La Relaiance »**

Nombre de places : 14

○ **Accueil de Jour « Yokoso »**

Nombre de places : 12

↳ **SPASAD :**

- **SSIAD** de 60 places

- **ESAD** (*Equipe Spécifique Alzheimer à Domicile*) de 10 places

- **SAAD** (*Service d'Aide A Domicile*) : Nombre d'heures à préciser

- **Restauration à Domicile** (Portage de Repas) : CA 2023 = 191 162€

- **Assistance téléalarme** par MONDIAL ASSISTANCE

- **Transport accompagné** Pour Plus de 60 ans :

↳ CA 2023 : 18 961€

- **Garde itinérante de nuit :**

↳ Nb de nuits/an : 0 en 2023

- **Service Aide Mémoire-re-création**

↳ **BEGUINAGE :**

Maison'Age « La Houblonnière », béguinage composée de 23 logements avec 1 salarié

3. Informations financières et Effectifs (*Données financières au 31.12.2023*) :

Budget d'exploitation : 13 911 357€

Masse salariale : 9 123 232€

Nombre d'agents :	en ETP : 214	en PP : 256
Nombre d'administrateurs :	32	

II. Antécédents assurantiels :

L'Etablissement est actuellement assuré en RESPONSABILITE CIVILE par un contrat RELYENS (Ex SHAM) depuis le 01.01.2021 ne comportant pas de franchise sauf :

↳ Biens Confiés : 10% avec mini 150€

Les statistiques de sinistralité de cette police sont jointes en annexe.